

renseignements reçues par la poste, surtout à celles venant de l'extérieur du Canada, et qu'on prendra, lorsque ce sera possible, des mesures immédiates pour répondre aux demandes?

LES CÉRÉALES

L'AUGMENTATION DU PRIX DU BLÉ EN VERTU DE L'ACCORD INTERNATIONAL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Jack McIntosh (Swift-Current-Maple-Creek): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à l'adresse du ministre de l'Agriculture, mais en son absence, je la poserai à son secrétaire parlementaire. Étant donné la hausse du péage sur la voie maritime du Saint-Laurent, annoncée aujourd'hui par le ministre des Transports et qui aura des répercussions sur le prix du transport du grain de l'Ouest canadien, le ministre ferait-il part à la Chambre des mesures prises par le gouvernement canadien pour augmenter le prix du blé en vertu de l'Accord international sur le blé?

M. Bruce S. Beer (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Je signalerai volontiers la question au ministre, monsieur l'Orateur.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA VENTE AU CANADA DE BIENS CONFISQUÉS À CUBA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. R. Keays (Gaspé): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre du Commerce. Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures pour interdire l'entrée au Canada des biens confisqués à Cuba et vendus aux enchères à Montréal?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Je devrai considérer la question comme préavis, monsieur l'Orateur.

LA DÉFENSE NATIONALE

LES ÉTATS-UNIS ET LE PROJET D'UNIFICATION

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. S'est-il mis en rapport avec Washington pour demander à son mentor, M. McNamara, si le projet de l'unification des forces canadiennes pouvait être retardé?

L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je suis sûr que mon honorable ami n'est pas vraiment sé-

[M. Aiken.]

rieux en posant cette question, c'est pourquoi j'hésite à y répondre. Je suis également certain que les États-Unis apprécient à sa juste valeur l'excellente collaboration de nos deux pays au cours des années et ils comptent bien que rien ne viendra l'entraver à l'avenir.

LES FINANCES

L'INSPECTION DES BANQUES ÉTRANGÈRES DÉCRÉTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une autre question au premier ministre suppléant. Le gouvernement canadien a-t-il reçu une réponse du gouvernement des États-Unis à la protestation formulée au sujet de la décision de la *Federal Reserve Board* qui l'autorise à inspecter les banques exploitées dans d'autres pays, y compris le Canada?

L'hon. Paul Martin (premier ministre suppléant): Pas encore, monsieur l'Orateur.

Le très hon. M. Diefenbaker: Est-ce l'un des sujets qui seront discutés au cours de la visite de politesse du premier ministre à Washington ce mois-ci?

L'hon. M. Martin: Une réponse sera donnée en temps opportun, monsieur l'Orateur.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA RÉUNION DES MINISTRES CANADIENS ET DES SECRÉTAIRES AMÉRICAINS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre suppléant. Pourrait-il nous dire si on a élaboré des plans en vue d'une réunion des ministres canadiens et des secrétaires des États-Unis, réunion qui a lieu d'habitude à cette époque-ci de l'année.

L'hon. Paul Martin (premier ministre suppléant): Oui, monsieur l'Orateur, le gouvernement du Canada a communiqué avec celui des États-Unis et il fut proposé que la prochaine réunion ministérielle canado-américaine ait lieu au cours du mois de juin sur les terrains de l'Expo. Les deux gouvernements en ont accepté le principe et s'efforcent présentement de convenir d'une date. J'espère que cette réunion se tiendra vers la mi-juin.

L'hon. M. Hamilton: Comme question supplémentaire, j'aimerais demander, relativement à l'ordre du jour de cette réunion, si le premier ministre suppléant pourrait donner à la Chambre l'assurance que lui-même ou le premier ministre consulteront le président du